

recherche et le développement n'ont plus leur simplicité d'autrefois. En conséquence, plusieurs des grandes sociétés sont obligées d'entreprendre leurs programmes de recherches aux États-Unis. Nous n'avons plus de programme de recherches particulières sur un produit. La recherche doit porter sur le produit et le marché, il ne s'agit plus d'un marché national, mais d'un marché international. La recherche doit porter sur la structure des prix, le financement, et autres aspects connexes. Très peu de petites entreprises peuvent se le permettre.

En fait, la plupart des sociétés canadiennes ne peuvent le faire et elles continuent donc à pratiquer une politique au jour le jour, ce qui absorbe une grande partie de leur argent et de celui du gouvernement. Il y a sept ans environ, j'ai proposé au gouvernement de créer une société de la Couronne qui pourrait coordonner toutes ces activités. On a souvent dit que c'était une merveilleuse idée et qu'il faudrait y penser tôt ou tard mais «tard» semble toujours l'emporter sur «tôt».

De nos jours, une industrie ne peut plus contribuer de façon efficace à la recherche ni assurer le développement de son produit sans tenir compte d'un grand nombre d'autres facteurs, dont la pollution. La pollution est un facteur qui nécessite des recherches mais on ne peut espérer voir une petite industrie isolée, qui fabrique par exemple du savon en paillottes, se lancer dans une si grande entreprise. Il nous faudrait donc une société de la Couronne très semblable à la première Rand Corporation, aux États-Unis, qui nous aiderait à utiliser notre savoir-faire, qui entreprendrait des programmes de recherche d'une façon régulière et qui pourrait se faire aider, le cas échéant, par d'autres ministères et d'autres conseillers. Pour la moitié de l'argent qu'on y consacre maintenant, cela aurait deux fois plus d'effet que le programme actuel.

J'ai examiné les autres articles du bill et je crois qu'ils résolvent une foule de problèmes qui s'étaient posés à propos de l'ancienne loi. Je le répète, le ministre et ses fonctionnaires devraient examiner attentivement la possibilité de créer une société de la Couronne consacrée à la recherche et susceptible de contribuer de façon efficace à notre industrie, à notre économie et à notre gouvernement. Je pense que le bill mérite d'être approuvé et j'espère que le député d'Oshawa-Whitby ne parlait pas sérieusement lorsqu'il a dit qu'il allait proposer un amendement tendant à supprimer la loi initiale.

L'hon. M. Pepin: En un mot, monsieur le président, le député d'Oshawa-Whitby attaque de front le programme à l'étude, programme de recherche générale; il aimerait nous voir

attacher plus d'importance à certains domaines précis de recherche, ce que nous avons déjà dans le programme pour l'avancement de la technologie industrielle. Je lui répondrai qu'au ministère, nous nous efforçons d'avoir toutes sortes de programmes de recherche et de développement. Voilà vraiment ce que nous voulons réaliser. Et pourquoi? A vrai dire, parce que nous estimons que les industries ont des besoins divers, sont soumises à des conditions variées, et nous tâchons de faire face à autant de situations particulières que possible. C'est pourquoi nous avons des programmes de recherche et de développement précis, tel le programme général connu sous le sigle IRDIA. Nous voulons rencontrer le client sur son propre terrain, si je puis m'exprimer ainsi.

Je pourrais vous donner deux exemples pour montrer que cette approche réussit. Ainsi, grâce aux programmes d'aide du gouvernement, l'industrie canadienne a augmenté ses dépenses pour la recherche et le développement scientifiques entre 1961 et 1967 de 127.5 millions à 337.8 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 165 p. 100, de 1.17 p. 100 de son rendement net en fonction de la valeur globale ajoutée à 1.87 p. 100 de la valeur globale ajoutée.

Le taux de croissance des fonds affectés par l'industrie à la recherche et au développement courants est passé, pendant la même période, de 12.8 p. 100 par année à plus de 19 p. 100; mais je crains que ce genre de données statistiques n'impressionnent pas le député d'Oshawa-Whitby.

Comme il s'agit d'un programme d'ordre général, je ne puis en rattacher les effets à une situation particulière; je dois me borner à dire que dans l'ensemble, la recherche et le développement au Canada ont augmenté ces dernières années, et j'ose croire que l'IRDIA y est pour quelque chose. Je ne puis être plus précis que cela, l'IRDIA ayant un caractère général.

Pour ce qui est des chiffres avancés par le député d'Oshawa-Whitby pour démontrer que les travaux de recherche et de développement ont diminué, je me bornerai à dire que les choses auraient pu être pires sans la loi stimulant la recherche et le développement scientifiques (IRDIA), et je ne crois pas qu'il puisse logiquement contester cela. En outre, si le rythme de l'accroissement s'est ralenti, il y a d'autres éléments à considérer, notamment que l'apport du gouvernement canadien aux recherches en matière de défense n'est probablement pas aussi considérable qu'il y a quatre ou cinq ans ou même une dizaine d'années. Au dire du député, je ne saurais prouver les effets de l'IRDIA avec une précision mathématique; je suis d'accord là-dessus.